

Le marché organisateur de la société ou institution de celle-ci ?

Cette question est éminemment théorique et épistémologique.

Elle porte sur le marché avec un grand M et non sur les marchés.

Le marché doit-il être considéré comme principe organisateur de la société, transcendant l'histoire et les particularités sociales et culturelles ? Comme un principe universel, universalisant ? Un principe total, totalisant ? A-t-il un fondement naturel ?

Ou bien le marché est-il une hypothèse historique, une construction sociale, avec un degré d'autonomie variable mais toujours délivré par l'environnement social ?

Difficultés de l'analyse :

- séparer le marché du capitalisme : en assimilant le marché au capitalisme et réciproquement, vu l'ancienneté millénaire du marché ou plutôt des marchés, la tentation est grande de faire du capitalisme par le biais du marché une structure éternelle.
- prendre les défaillances ou les dysfonctionnements du marché pour le signe qu'il n'est pas organisateur de la société.
- prendre les évolutions contraires selon les époques de la place du marché dans la société comme le signe que le principe total serait plus ou moins vérifié en fonction des circonstances.
- peut-on se contenter de la définition habituelle du marché, voire accepter celle-ci, comme le lieu de rencontre de l'offre et de la demande d'individus isolés, autonomes et rationnels ?

I- Le marché englobant, entité totale et totalisante

A- Le marché constituant la société : principe total

1. Du contrat marchand à la société

La propriété privée est un droit naturel – au contraire d'un droit historique ayant une traduction légale et pouvant être modifié – et la recherche par chaque individu de son propre intérêt amène spontanément le bien-être de tous. Ces deux idées sont articulées : la propriété individuelle permet à chaque propriétaire de nouer librement un contrat marchand avec ses semblables, et ainsi la société naît de l'établissement et de la multiplication de ces contrats. L'Etat de droit vient parachever le fait que les individus sont proclamés libres et égaux. Le discours normatif du libéralisme économique est la conséquence directe de l'interprétation précédente : puisque l'optimum social provient automatiquement des échanges sur le marché, rien ne doit entraver le fonctionnement de celui-ci, l'intervention de l'Etat devant se limiter à ses fonctions régaliennes. Telle est la thèse de Smith.

Il faut toutefois préciser que des nuances assez prononcées demeurent entre les penseurs du libéralisme économique au sujet des mécanismes qui conduisent des intérêts particuliers à l'intérêt général. Pour Jeremy Bentham, un des pères de l'utilitarisme, les récompenses et les sanctions doivent inciter l'individu à se départir de son égoïsme naturel pour l'amener à coopérer. Smith oscille entre deux explications dont la postérité ne gardera que la première : les intérêts individuels convergent vers l'intérêt général grâce à la Main invisible du marché, seule réminiscence de la providence divine ; ou bien ils convergent parce que chaque individu éprouve de la sympathie pour l'autre en se mettant à sa place. Si Smith semble réduire les passions humaines à de simples intérêts, c'est parce qu'il pense que le jugement moral est moins fondé sur la raison que sur les émotions et passions dont la plus forte est le *self-love*, l'amour de soi que l'on retire de la reconnaissance des autres. Comme la séparation des êtres fait qu'ils ne peuvent se mettre à la place, dans la peau, les uns des autres que par l'imagination, l'individu smithien éprouve de la sympathie car il a besoin des autres pour se

forger une identité, au contraire de l'*homo œconomicus* complètement autonome. Bien que la sympathie soit difficilement dissociable de l'envie, la première *contenant* la seconde, c'est-à-dire l'englobant et la limitant à la fois, c'est d'elle que Smith escompte la stabilité du lien social car « la recherche privée du gain matériel, loin de casser les liens nuisibles à la stabilité sociale, crée entre les êtres des relations passionnelles »¹.

2. La rationalité

L'*homo œconomicus* est un être calculateur, mais de la recherche de son intérêt naîtra l'intérêt général car l'équilibre atteint sur le marché sera optimal puisqu'aucun n'agent n'aura intrêt à poursuivre l'échange au-delà du point où les TMSP seront égaux aux rapports des prix et aux rapports des utilités marginales.

L'optimum de Pareto et les théorèmes de l'économie du bien-être en découlent.

B- Le marché développe la société : principe totalisant

1. L'accumulation du capital exige l'extension des marchés dans une double dimension :

- taille de chacun d'eux ;
- élargissement de la sphère marchande au détriment des sphères non marchande et non monétaire.

La liberté laissée aux mécanismes d'ajustement du marché (flexibilité des prix) permet la meilleure allocation possible des ressources.

2. La rationalité comme spécificité de la modernité

Thèse de Weber : Si le capitalisme prend naissance en Occident, c'est parce que la rationalité a gagné tous les domaines : la science y repose sur les mathématiques utilisant des démonstrations rationnelles, la voûte gothique répartit rationnellement les poussées, la musique y est rationnellement harmonique, la peinture utilise rationnellement la perspective, le droit et l'administration y sont rationnellement établis.

En économie, la rationalité s'exprime d'une part par le calcul mettant en comparaison les coûts de production et les recettes dans un marché libéré de toute entrave irrationnelle, et d'autre part par l'utilisation, on allait bientôt dire scientifique, du travail. L'environnement juridique et institutionnel est ordonné par des règles cohérentes et des procédures régulières et non aléatoires. Dans son *Histoire économique*², Weber dresse la liste des conditions d'apparition du calcul rationnel :

- une appropriation de tous les moyens matériels de production par des entreprises lucratives privées qui en ont la libre jouissance ;
- la liberté du marché ;
- une technique rationnelle du calcul des coûts de production ;
- un droit rationnel ;
- le travail libre, c'est-à-dire la présence de personnes qui sont dans la nécessité économique de vendre librement leur force de travail sur le marché ;
- une commercialisation de l'économie en fonction des possibilités offertes par le marché et en fonction de la rentabilité.

¹ . J.P. Dupuy, *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calman-Lévy, 1992, p. 102. Selon Dupuy, un seul principe traverse l'œuvre de Smith : les intérêts *contiennent* les passions, dans le double sens du verbe contenir. F. Vergara [« Les erreurs et les confusions de Louis Dumont », *L'économie politique*, n° 11, 3^e trimestre 2001, p. 76-98] va plus loin en soulignant combien Smith et tous les classiques refusaient de séparer les décisions économiques des principes moraux : la recherche de son propre intérêt ne devait jamais enfreindre les règles de justice.

² . M. Weber, *Histoire économique, Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1991, p. 295 et suiv. Ce livre rassemble les conférences données par Weber à Munich reprises dans ses cours.

Thèse de G. Becker, R. Boudon : tous les choix des individus relèvent d'un calcul rationnel. La rationalité est donc étendue à tous les actes sociaux, en opposition avec toute idée de socialisation permettant d'incorporer des habitus.

Thèse des anticipations rationnelles : le marché de concurrence envoie toutes les informations nécessaires à la prise de décisions rationnelles inter temporelles.

3. La mondialisation fait-elle se rapprocher du marché total ?

En apparence, oui. Parce qu'un mouvement de libéralisation est à l'œuvre, mettant en cause des régulations collectives antérieures.

Peut-on en conclure que le marché peut se passer d'environnement collectif ?

II- Le marché englobé, entité construite et modulable

A- Le marché est une construction sociale

1. Il n'existe pas d'ordre naturel

La plupart des ouvrages d'économie utilisent indifféremment capitalisme et économie de marché pour désigner le même phénomène, et cela au mépris des principaux apports de l'anthropologie et de l'histoire, notamment ceux de Karl Polanyi et Fernand Braudel³. Un premier constat s'impose : le capitalisme a besoin du marché pour exister mais l'inverse n'est pas vrai : le marché est une institution sociale bien antérieure dans l'histoire humaine au capitalisme.

En disant cela, on situe d'emblée cette antériorité qui est déjà une raison logique suffisante pour ne pas confondre les deux notions. Et on comprend bien la volonté des partisans du capitalisme d'assimiler celui-ci au marché remontant à des temps immémoriaux. La confusion théorique naît à partir du moment où l'on ne définit plus le capitalisme par son rapport social dominant – l'exploitation de la force de travail salariée – mais par son seul mode de régulation qu'est le marché. Autrement dit, on a affaire au mieux à une tautologie : le marché égale le capitalisme qui est défini par le marché !

Mais on signifie également un deuxième aspect qui est au moins aussi important : contrairement à la représentation libérale, le marché n'est pas un espace qui naît spontanément par la rencontre de deux ou plusieurs individus ayant l'intention de procéder entre eux à des échanges, car ceux-ci ne pourront avoir lieu que si la rencontre entre échangistes potentiels est encadrée par un ensemble d'institutions, de règles écrites ou coutumières et de conventions explicites ou tacites, qui organisent et éventuellement sanctionnent le déroulement des échanges. Le marché est précisément cet ensemble, et non pas un espace clos où n'interviendraient que des individus isolés et autonomes, coupés de tout environnement social. Ce qui est vrai du marché en général l'est encore davantage du marché particulier, mais aujourd'hui dominant, qu'est le marché capitaliste. Pour le dire vite, le commerce n'existerait pas sans droit du commerce. On devrait donc dorénavant tenir pour établi le fait que la société préexiste aux relations que nouent les individus entre eux.⁴ Cornelius Castoriadis disait : « La collectivité ne peut exister que comme instituée. Ses institutions sont, chaque fois, sa création propre, mais presque toujours, une fois créées, elles

³ . K. Polanyi, *La grande transformation*, op. cit. ; F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.

⁴ . Les philosophes Thomas Hobbes expliquant que chacun remet une part de sa liberté dans les mains du « Léviathan » pour quitter l'état de nature où l'homme est un loup pour l'homme, et Jean-Jacques Rousseau avec son « contrat social », étaient sans doute allés plus loin que Smith avec sa sympathie purement inter-individuelle. En réfléchissant à l'égalité, Rousseau fut sans doute bien près d'une définition de la démocratie en tentant de synthétiser la liberté de John Locke et la sécurité de Hobbes.

apparaissent à la collectivité comme données (par les ancêtres, les dieux, Dieu, la nature, la Raison, les lois de l'histoire, les mécanismes de la concurrence, etc.) Elles deviennent ainsi fixes, rigides, sacrées. »⁵ Auparavant, Polanyi avait écrit : « Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable. »⁶ En définitive, c'est le non marché qui crée le marché, tout comme c'est le « hors la loi » qui institue la première loi, ainsi que l'explique Jacques Derrida : « *Tous* les Etats-nations naissent et se fondent dans la violence. [...] Il suffit de souligner une loi de structure : le moment de la fondation, le moment instituteur est antérieur à la loi ou à la légitimité qu'il instaure. Il est donc *hors la loi* et violent par là même. »⁷

Le marché ainsi défini, ou plutôt redéfini, quelle fonction remplit-il au sein du capitalisme ? C'est ici qu'intervient de nouveau l'aspect normatif du libéralisme dans sa version économique. Le libéralisme économique stipule que le marché est censé assurer la régulation du système économique : l'équilibre général sur tous les marchés de tous les biens et services (y compris celui du travail) est réalisé par la flexibilité des prix qui égalise toutes les offres et les demandes. Il y a donc deux étages dans la fusée « harmonie de la société ». Un premier servant de fondation et qui est constitué par les institutions et règles décrites précédemment. Un second étage constitué par la flexibilité des prix. Pendant longtemps, les libéraux (au sens économique) ont laissé de côté – souvent par pure ignorance ou par croyance aveugle en l'existence d'une véritable Main invisible – le premier niveau. Aujourd'hui, plus aucun libéral conséquent ne doute que le marché sans institutions ni conventions est une fiction. En revanche, aucun n'est prêt à admettre que la puissance publique fasse plus que sanctionner les éventuelles transgressions des règles minimales nécessaires au fonctionnement du marché. L'Etat est, à la limite, toléré pour veiller à ce que tout employeur verse un salaire à ses employés mais rejeté s'il a la volonté de fixer un salaire minimum qui viendrait déstabiliser le bel édifice marchand.

Le marché conçu comme naturel supposait que la propriété privée était un droit naturel. Or, pas plus l'une que l'autre ne peuvent être considérés comme naturels. Il s'agit bien de constructions sociales, résultat de rapports sociaux tels que les a définis Marx.

Thèse de Polanyi : son idée de base est que dans les civilisations anciennes, à la différence de la nôtre, l'économie ne constituait pas une sphère autonome d'activités mais était intimement liée à l'ensemble des autres activités sociales : les relations économiques, les relations d'échange étaient fondues dans l'ensemble des relations sociales, lesquelles étaient régies par des valeurs et des motivations autres que la recherche de l'intérêt et du profit. Marcel Mauss^d avait développé la même thèse et Louis Dumont^e la reprendra plus tard.

Selon Polanyi, la spécificité des sociétés modernes est de favoriser la tendance à l'autonomisation des aspects économiques par rapport aux autres aspects de la vie en société. Cette autonomisation ne conduit pas seulement à faire de l'économie une catégorie séparée, « désencastrée », mais également une catégorie dominante. Alors que, dans les sociétés traditionnelles, les relations entre les hommes priment sur celles entre les choses, l'inverse prévaut dans les sociétés modernes. Dans les sociétés traditionnelles, les rapports économiques sont subordonnés au maintien de la cohésion de la société fortement structurée autour de la religion et des rapports personnels entre individus. Dans les sociétés modernes marquées par le développement économique impulsé par le capitalisme, la désacralisation de la société s'est faite en même temps que se renforçait la place des rapports purement économiques. Il y a une certaine proximité entre Marx et Polanyi dans leur critique des

⁵ . C. Castoriadis, « Psychanalyse et politique », *op. cit.*, p. 182-183.

⁶ . K. Polanyi, *La grande transformation*, *op. cit.*, p. 108-109.

⁷ . J. Derrida, « Le siècle et le pardon », *Le Monde des débats*, décembre 1999, p. 17.

catégories économiques dominantes : la critique de Polanyi montrant que le travail, la terre et l'argent sont des pseudo-marchandises s'échangeant sur des pseudo-marchés contre des prix qui en mesureraient l'apport respectif (salaire, rente, intérêt) sonne comme un écho à la critique du fétichisme de l'argent de Marx.

Selon René Girard et Jean-Pierre Dupuy, l'autonomisation de l'économie serait une réponse à la désacralisation des sociétés modernes qui laisserait celles-ci sans défense face à la violence des rapports humains : alors, l'économie *contient* en elle cette dernière, mais la *contient* aussi dans le sens où elle l'atténue. Marx, qui a mis en évidence le premier sens, et Montesquieu, qui a souligné le second, auraient tous les deux raison.

2. La rationalité s'exprime dans le cadre de contraintes sociales et dans un contexte d'incertitude (Keynes)

Aversion pour le risque.

Asymétrie d'informations.

Rationalité limitée, procédurale de Simon : on se contente d'un résultat satisfaisant sans chercher le maximum.

Coût de la recherche d'information selon Stigler.

Mimétisme et comportement de foules que l'on peut difficilement assimiler à des mécanismes de marché rationnels.

B- Quelle que soit l'emprise des forces qui s'expriment sur le marché, celui-ci est et reste une construction sociale

1. La sphère capitaliste ne peut pas fonctionner sans activité non marchande et sans activité non monétaire

Prise en charge des coûts sociaux, des externalités, des biens publics.

L'intervention publique créatrice d'externalités positives pour toute la société.

Reproduction de la force de travail en partie assurée dans la sphère domestique non monétaire.

2. Un grand nombre de décisions humaines sont prises hors de tout calcul rationnel

Mais en fonction d'affects, de passions, voire d'irrationalité.

3. La mondialisation est faite de dérégulations et aussitôt de nouvelles régulations

Ces dernières sont parfois au moins autant, sinon plus, contraignantes que celles qui ont été supprimées. On comprend bien l'obstination, pour ne pas dire l'acharnement, de l'OMC à établir de nouvelles règles draconiennes s'imposant à tous ses membres.

On ne peut plus se contenter de la définition officielle du marché ; mieux, il faut l'abandonner au profit d'une définition soulignant que le marché est un ensemble de conventions, de règles et de procédures institutionnelles. Tout au plus la définition officielle peut-elle être conservée pour les marchés et non le marché avec un grand M.